

Pourquoi opposer les droits LGB et trans est un piège



On voit de plus en plus circuler l'idée selon laquelle les questions d'orientation sexuelle (les réalités lesbiennes, gays et bisexuelles) n'auraient au fond rien à voir avec les questions de genre, et en particulier avec les réalités trans. Puisque l'orientation sexuelle désigne les personnes envers lesquelles nous pouvons éprouver de l'attirance, tandis que l'identité de genre concerne la manière dont nous nous définissons, les « LGB » et les « T » auraient été artificiellement rassemblés et devraient désormais suivre des chemins séparés.

Ce raisonnement ne surgit pas dans le vide. Il se développe dans un contexte où les personnes trans sont devenues l'une des cibles prioritaires des campagnes dites « anti-genre ». Ces campagnes ne combattent pourtant pas uniquement la reconnaissance des identités trans. Elles s'attaquent plus largement aux politiques d'égalité, à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, aux droits reproductifs ainsi qu'aux droits des personnes LGBTQIA+, toutes considérées comme les différentes manifestations d'une même prétendue « idéologie ». Le [Conseil de l'Europe](#) observe ainsi que les mouvements anti-droits et anti-genre sont devenus des opposants importants aux droits de l'ensemble de la communauté LGBTQIA+, tandis que la désinformation contribue à intensifier la polarisation, les discriminations et la haine¹. Plus récemment, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a décrit les attaques contre les personnes LGBTI comme [le signe avant-coureur d'un recul plus large des droits humains et de la démocratie](#)².

La séparation entre « LGB » et « T » peut alors apparaître comme une porte de sortie implicitement offerte aux personnes lesbiennes, gays et bisexuelles : prenez vos distances avec les personnes trans et les droits que vous avez acquis seront peut-être épargnés.

Il est compréhensible que certaines personnes LGBT puissent être tentées par ce raisonnement. Après des décennies de luttes, la crainte de voir réapparaître des débats que l'on croyait dépassés, comme la légitimité de l'homosexualité, la visibilité des couples de même sexe/genre ou l'égalité devant le mariage, est bien réelle. Certaines peuvent espérer qu'en présentant les réalités trans comme une question entièrement distincte, elles mettront leurs propres droits à l'abri du backlash actuel.

Mais ce marché est illusoire. Les mouvements qui s'en prennent aux personnes trans ne deviennent pas pour autant favorables aux droits des personnes gays, lesbiennes ou bisexuelles. Aux États-Unis, par exemple, l'offensive politique vise aujourd'hui très majoritairement les personnes trans, mais elle s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus large d'attaques contre les droits LGBTQ. Au 24 juillet 2026, [l'ACLU recensait 530 propositions](#) législatives anti-LGBTQ dans les États américains³. En 2025, une requête déposée devant la Cour suprême demandait par ailleurs explicitement de revenir sur l'arrêt *Obergefell*, qui garantit le mariage entre personnes de même sexe dans tout le pays. [La Cour a refusé](#) d'examiner cette demande le 10 novembre 2025⁴, mais son existence même rappelle qu'un droit juridiquement reconnu peut toujours redevenir une cible politique, comme on l'a vu avec le droit à l'avortement.

Surtout, l'argument d'une absence totale de lien entre les réalités LGBT et trans repose sur une compréhension très incomplète du genre.

Distinguer ne signifie pas séparer

L'orientation sexuelle et l'identité de genre sont bien deux réalités différentes. Une personne gay, lesbienne ou bisexuelle n'est pas nécessairement trans. Une personne trans peut être hétérosexuelle, homosexuelle, bisexuelle, pansexuelle ou asexuelle. Il est indispensable de [distinguer ces notions](#)⁵ afin de respecter la diversité des parcours et de ne pas confondre les discriminations vécues.

Mais distinguer deux réalités ne signifie pas pour autant qu'elles n'ont aucun lien : le genre n'est pas seulement une identité individuelle. [C'est aussi un système social](#)⁶ qui attribue aux hommes* et aux femmes* des rôles, des comportements, des apparences et des caractéristiques considérés comme appropriés. Ces attentes portent sur les vêtements, la coiffure, la voix, les attitudes, les métiers, les hobbies, la parentalité, la manière d'occuper l'espace, mais aussi sur les relations affectives et sexuelles.

Or, l'une des normes de genre les plus fondamentales est précisément l'hétérosexualité.

Dans le modèle traditionnel, un homme n'est pas seulement supposé se reconnaître comme un homme, adopter une apparence masculine et remplir certains rôles sociaux. Il est également supposé être attiré par les femmes. De la même manière, une femme est supposée être attirée par les hommes. L'injonction à l'hétérosexualité fait partie de la définition traditionnelle de ce que devraient être un homme et une femme.

C'est ce que recouvre la notion d'**hétéronormativité**. Selon la [définition de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes](#)⁷, l'hétéronormativité repose sur la présomption que les personnes sont naturellement hétérosexuelles et sur la valorisation de l'hétérosexualité comme modèle considéré comme normal ou supérieur.

Une orientation homosexuelle ou bisexuelle ne déroge donc pas seulement à une norme concernant le choix du ou de la partenaire. Elle remet aussi en cause le rôle de genre attribué à la personne.

L'homophobie est aussi une police du genre

Cela apparaît très clairement dans les manifestations concrètes de l'homophobie.

Lorsqu'un homme est insulté parce qu'il est jugé trop féminin, ou lorsqu'une femme est agressée parce qu'elle est perçue comme trop masculine, leur orientation sexuelle réelle n'est souvent même pas connue. L'hostilité se déclenche à partir d'une apparence, d'une démarche, d'une coiffure, d'un vêtement, d'un geste ou d'une manière de parler.

Une personne peut donc subir une agression homophobe sans avoir déclaré son orientation sexuelle, sans être accompagnée d'un ou d'une partenaire et même sans être homosexuelle. Ce qui est sanctionné, c'est d'abord une non-conformité supposée aux attentes de genre.

L'insulte homophobe sert alors à rappeler à l'ordre : un homme doit se comporter comme un homme, une femme comme une femme, et chacun ou chacune doit désirer la personne que son rôle social lui assigne.

Ce mécanisme permet de comprendre pourquoi l'homophobie et la transphobie sont à la fois différentes et liées. Elles ne visent pas toujours les mêmes personnes, ne prennent pas exactement les mêmes formes et ne produisent pas les mêmes conséquences. [Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme](#)⁸ souligne d'ailleurs que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes rencontrent des difficultés à la fois communes et distinctes.

Mais ces violences participent souvent d'une même logique : imposer une correspondance obligatoire entre le sexe assigné à la naissance, l'identité de genre, l'expression de genre, les rôles sociaux et l'hétérosexualité.

Les personnes trans remettent en cause l'idée selon laquelle le sexe assigné à la naissance déterminerait nécessairement et définitivement l'identité d'une personne. Les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles remettent en cause l'idée selon laquelle être un homme ou une femme déterminerait nécessairement le genre des personnes que l'on doit aimer ou désirer. Dans les deux cas, c'est la prétention de la société à imposer une seule manière légitime d'être un homme, d'être une femme, d'aimer ou de vivre dans son corps qui est interrogée.

La division ne protégera personne

Reconnaître ce lien n'oblige cependant pas à prétendre que toutes les personnes LGBTQIA+ vivraient la même chose. La solidarité ne suppose ni l'effacement des différences, ni la confusion des besoins. Elle consiste précisément à défendre *ensemble* des personnes dont les réalités sont différentes, mais dont les droits sont attaqués au nom d'un même ordre social.

Face au backlash actuel, exclure les personnes trans dans l'espoir de protéger les droits LGBT serait donc une erreur à la fois morale, historique et stratégique.

Morale, parce qu'aucune minorité ne devrait assurer sa tranquillité en abandonnant les personnes actuellement les plus exposées.

Historique, parce que les combats contre l'homophobie et la transphobie se sont construits côte à côte, autour d'une contestation commune des normes sexuelles et de genre.

Stratégique, enfin, parce que les mouvements anti-genre ne s'arrêteront évidemment pas à la frontière que certaines personnes LGBT voudraient tracer. Une fois admise l'idée que la majorité peut retirer des droits à un groupe parce que son existence dérange, le principe même de l'égalité est fragilisé pour toutes et tous.

Les droits ne sont jamais protégés par le rétrécissement de la solidarité. Ils le sont par des alliances suffisamment fortes pour rappeler qu'aucune liberté ne devient plus sûre lorsque celle du groupe voisin est sacrifiée.

Les réalités LGB et trans ne sont pas identiques. Mais elles sont liées par les normes qui prétendent déterminer ce que doivent être nos corps, nos genres, nos apparences et nos relations.

Nous n'avons pas besoin d'être identiques pour lutter ensemble. Nous avons besoin de comprendre que **la division promise comme une protection est, en réalité, l'un des principaux dangers qui nous menacent.**

-
1. <https://pace.coe.int/fr/files/29712/html>
 2. [Attacks on LGBTI people are the warning sign of a wider backlash against democracy - Commissioner for Human Rights](#)
 3. [Mapping Attacks on LGBTQ Rights in U.S. State Legislatures in 2026 | American Civil Liberties Union](#)
 4. [Docket for 25-125](#)
 5. [Answers to your questions about transgender people, gender identity, and gender expression](#)
 6. [WHO - Gender](#) - *Homme et femme sont donc ici compris au sens du genre dans lequel les personnes se reconnaissent, qui peut être différent du sexe biologique
 7. [hétéronormativité | European Institute for Gender Equality](#)
 8. [About LGBTI people and human rights | OHCHR](#)